



Distribution: immédiate
Strasbourg, le 8 juin 2011

Cadre financier post-2013: sortir de l'hypocrisie pour engager un vrai débat budgétaire sur les priorités de l'UE

Le débat public qui s'est tenu aujourd'hui au Parlement européen, réuni en session plénière à Strasbourg, sur le prochain Cadre financier pluriannuel post-2013, a été l'occasion pour le président du groupe ADLE, Guy VERHOFSTADT, de répondre aux Etats membres, dont le Royaume-Uni, qui s'opposent aux conclusions de la commission parlementaire spéciale sur les défis politiques et les ressources budgétaires de l'UE, et en particulier à l'augmentation proposée de 5% des dépenses sur la période 2014-2020.

"Le budget européen représente 1% du PNB de l'UE et à peine 2,5% de l'ensemble des dépenses publiques es Vingt Sept. Or, pour les années qui viennent, le Conseil a décidé d'accroître la charge budgétaire pesant sur l'UE, pour la bonne cause d'ailleurs, comme les investissements dans l'économie du futur prévu par la stratégie UE2020. Il est donc hypocrite et absurde de prétendre accroître les dépenses tout en gelant les recettes. D'autant qu'il survient sans cesse de nouveaux besoins liés au rôle de l'UE dans le monde, comme le soutien au Printemps arabe ou au processus de paix au Proche-Orient ou encore à la compensation pour les maraichers européens suite à la crise de l'e-coli", a déclaré M. Verhofstadt.

"Je comprends très bien la nécessité de la rigueur budgétaire mais on peut faire des économies d'échelle au niveau européen. Par exemple, on se demande bien pourquoi la politique monétaire, qui est une compétence exclusive de l'UE, doit reposer sur 44 000 fonctionnaires des banques centrales nationales alors que les fonctionnaires européens de la BCE à Francfort sont largement suffisants", a-t-il conclu.

Carl Haglund (Svenska folkpartiet, Finlande), coordinateur ADLE en commission SURE, a ajouté:
"Nous devons planifier les besoins budgétaires au delà de l'actuelle crise financière. Les Institutions européennes devraient chercher où des économies sont possibles si nous voulons crédibiliser notre demande de nouvelles dépenses. Ainsi une des propositions ADLE a été approuvée en plénière qui stipule qu'un siège unique pour le Parlement permettrait d'économiser 180 millions d'euros par an. "

"Nous soutenons en outre la nécessité pour l'UE de se doter d'un nouveau système de ressources propres, permettant de sortir du débat récurrent sur le "juste retour" induit par le mécanisme actuel des contributions nationales basées sur le PNB, et réclame la fin de tous rabais et autres ristournes. De plus grandes synergies au niveau européen pourraient aussi conduire à nettement diminuer les contributions budgétaires annuelles conférant au budget européen à la fois davantage de légitimité et de fiabilité"

Courriel: neil.corlett@europarl.europa.eu
Yannick Laude: +33-3-88 17 27 76 ou +32-495-22 78 37

Veillez consulter également: <http://www.adle.eu>